

scénario écrit pour un film de John Huston sur Freud, publié seulement après sa mort. *Histoire de la folie à l'âge classique* de Foucault et *L'Anti-Œdipe* de Deleuze ne traitent pas d'un objet philosophique. L'autobiographie d'Althusser n'est pas un genre philosophique très répandu... Enfin, pour Derrida, j'aurai pu prendre *Spectres de Marx*, j'en parle d'ailleurs, mais j'ai préféré choisir des textes dans lesquels il dit adieu à toute une série d'auteurs de cette génération.

Aujourd'hui, on est revenu à une vision très académique de la philosophie. Ce qui m'a intéressé, c'est de montrer comment ces grands philosophes, mondialement connus, sont sortis du discours philosophique ; ou plutôt ont rendu philosophiques des objets maudits non philosophiques, la folie notamment. Plus généralement d'ailleurs, on peut remarquer qu'ils se sont en permanence confrontés à des auteurs non académiques, voire maudits : Marx, Freud, Nietzsche...

*Entretien réalisé par Antoine Artous*

## Lu d'ailleurs

### Lilian Mathieu

Sociologue, CNRS

### Pour une sociologie des intellectuels de parti

À propos de : Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique* :

La Nouvelle Critique (1967-1980)

Paris, La Découverte, 2005, 414 p.

« **Parti de la classe ouvrière** », le **Parti communiste français a tout au long** de son histoire développé un rapport particulier, et particulièrement ambivalent, à l'égard de l'institution scolaire et de la culture qu'elle consacre. Comme l'a montré Bernard Pudal<sup>1</sup>, la volonté du PCF de se poser en représentant politique naturel des classes populaires s'est spécialement exprimée dans le recrutement social original (en regard des autres organisations partisans) de ses dirigeants, lequel a valorisé l'origine ouvrière (sur le modèle exemplaire du « cadre thorézien ») aux dépens de la détention de titres scolaires. Les écoles du Parti, système de formation destiné à fournir un substitut de culture scolaire aux cadres communistes, ont constitué un des principaux outils à même de « contrecarrer les processus d'illégitimation culturelle et sociale dont font l'objet les agents sociaux appartenant aux classes populaires<sup>2</sup> » .

Pour autant, le recrutement du PCF ne s'est jamais limité au seul monde ouvrier, et son attraction a longtemps été forte auprès des couches culturellement dotées. De nombreux intellectuels, et non des moindres (que l'on pense à Aragon ou Althusser), ont adhéré au Parti, tandis que celui-ci consacrait une part importante de ses activités à la diffusion, *via* une politique résolue d'édition et de publication, d'un savoir propre – activité pour lui d'autant plus importante qu'il a construit une part de son identité autour d'un corpus de références et schèmes d'interprétation du monde à prétention scientifique, le marxisme-léninisme. C'est la position, inconfortable et délicate, de ces « intellectuels de parti » que Frédérique Matonti prend pour objet dans cet ouvrage dense et documenté : comment agir en intellectuel, c'est-à-dire en détenteur d'un fort capital culturel légitime, au sein d'une organisation partisane qui se

pose en représentante des couches sociales qui en sont les plus dépourvues ? Mais aussi, quel rôle d'intellectuel endosser, entre les figures alternatives du compagnon de route, du conseiller du Prince ou de l'intellectuel expert ? Et, surtout, comment répondre aux exigences différentes, et potentiellement contradictoires, de l'action politique et de la réflexion intellectuelle ? Jusqu'à quel point l'intellectuel de parti (en l'occurrence du Parti) peut-il accepter de soumettre sa pensée aux exigences et aux nécessités de la cause au service de laquelle il a mis son savoir et ses compétences ? Des réponses à ces interrogations sont ici recherchées à partir d'un observatoire particulier, la revue communiste *La Nouvelle Critique*, et plus précisément de l'étude de ses évolutions sur la période 1967-1980, c'est-à-dire du lancement de sa nouvelle formule, elle-même partie prenante du processus contemporain de déstalinisation du PCF, jusqu'à sa disparition, décidée par la direction du Parti en sanction de ses prises de position contestataires au moment de la rupture du Programme commun.

La démarche et les outils mobilisés pour cette analyse sont ceux de la sociologie politique. Les ressorts des prises de position, attitudes et conduites des animateurs de *La Nouvelle Critique* sont recherchés dans leurs trajectoires et dispositions intériorisées, ainsi que dans les positions qu'ils occupent tant dans le champ intellectuel que dans le champ politique. Mais en s'engageant dans cette perspective de recherche, que l'on aura reconnue comme celle de Pierre Bourdieu, Frédérique Matonti fait plus, et beaucoup mieux, qu'appliquer un cadre d'analyse standardisé et routinisé. Ses résultats, en effet, remettent en cause l'idée courante – présente y compris dans les travaux de Bourdieu<sup>3</sup> – selon laquelle les intellectuels de parti se recruteraient pour l'essentiel au sein des fractions dominées du champ intellectuel, l'affiliation partisane leur offrant les moyens (tels que revues, maisons d'édition et lectorat de l'écosystème militant) de pallier leur déficit en ressources proprement intellectuelles. La surreprésentation, au sein du comité de rédaction de *La Nouvelle Critique*, de khâgneux et de normaliens – incarnations de l'excellence scolaire, souvent formés à cette discipline-reine qu'est la philosophie et pour certains engagés dans la carrière universitaire – contredit radicalement cette thèse, dans le même temps qu'elle amène à poser à nouveaux frais l'interrogation centrale du livre, celle des conditions du renoncement aux exigences d'autonomie du champ intellectuel<sup>4</sup> au profit d'une soumission aux impératifs de l'action partisane.

Et, comme l'indique le sous-titre du livre, c'est sur le mode de l'obéissance – ou, peut-être mieux, de la servitude volontaire –, que s'accomplit en l'occurrence ce renoncement. Lorsque les intellectuels conviés à animer la revue acceptent, ce faisant, de soumettre leurs productions aux nécessités (et au

contrôle) du Parti, c'est avec la conviction que celles-ci doivent être évaluées en premier chef non au regard de leur pertinence ou cohérence intellectuelle, mais bien de leur contribution à l'élaboration des stratégies politiques du PCF. Mais l'étude de cet asservissement est ici d'autant plus intéressante que la période que F. Matonti a choisi d'étudier fournit les conditions d'une sorte d'analyse aux limites, puisque les années 1960 et 1970 sont précisément marquées par une volonté affichée de libéralisation des rapports entre les intellectuels communistes et leur parti. La nouvelle formule de *La Nouvelle Critique* est ainsi lancée en 1967 comme une des expressions de l'*aggiornamento* du PCF, mouvement complexe imposé par la disqualification de la référence stalinienne, « où la révision théorique, la pratique des alliances électorales, le renouvellement du personnel dirigeant et le nouveau statut concédé aux intellectuels s'appellent l'un l'autre » (p. 27). Chargée notamment d'attirer vers le PCF les nouvelles professions intellectuelles, la nouvelle *Nouvelle Critique* doit donner les gages d'une ouverture intellectuelle, et spécialement aux sciences humaines alors en plein renouvellement. Les développements de l'histoire, à l'égard de laquelle le PCF a toujours été extrêmement sensible, mais aussi de cette discipline hautement suspecte pour les communistes qu'est la psychanalyse, sont placés au centre de la réflexion de la revue, dans le même temps que celle-ci ne peut éviter de se confronter au paradigme, dominant dans les années 1960, du structuralisme (chapitre 7) et se donne un vernis d'avant-gardisme par le compagnonnage avec la revue *Tel quel* dirigée par Philippe Sollers (chapitre 5).

Pour autant, et le livre regorge d'exemples, cette plus grande liberté octroyée aux intellectuels communistes n'est pas totale. S'il leur reconnaît en principe le droit de participer à l'élaboration théorique du Parti, le comité central d'Argenteuil de mars 1966 n'en rappelle pas moins aux intellectuels que c'est sa direction qui reste seule juge de la pertinence de leurs productions : « en sciences sociales, la "véracité" d'une théorie reste suspendue à la stratégie partisane » (p. 99). C'est cette subordination du travail intellectuel à la stratégie du Parti – c'est-à-dire, aussi, à ses revirements récurrents – qui conduira certains intellectuels à développer des « théories *ad hoc* », « c'est-à-dire simplement destinées à rendre des faits nouveaux compatibles avec une théorie d'ensemble », et à se plier « à une règle immuable : une stratégie doit être en accord avec la pierre de touche que constitue le marxisme-léninisme<sup>5</sup> » (p. 106). C'est cette même subordination qui s'exprime dans cette scène singulière de 1966, qui voit un responsable *politique* (Waldeck Rochet) clore, par l'affirmation de l'existence d'un « humanisme scientifique marxiste », une controverse *philosophique*, celle qui oppose alors Roger Garaudy (tenant d'un humanisme de Marx) à Louis Althusser (défenseur d'une position antihuma-

niste). La fine analyse que F. Matonti conduit de cette polémique montre qu'elle participe d'une concurrence pour la définition de la philosophie de parti, et relève ce qu'elle doit aux capitaux à la fois politiques et intellectuels de chacun (direction d'un des centres intellectuels du PCF et position de conseiller du Prince thorézien, mais moindre reconnaissance externe pour Garaudy ; position d'agrégé-répétiteur de la rue d'Ulm, minorée parce que perçue comme hétérodoxe à l'intérieur du PCF, pour Althusser). Mais elle souligne également sa surdétermination par les enjeux politiques du moment, en l'occurrence la reprise de contrôle par la direction du Parti de l'Union des étudiants communistes, alors tentée par la « voie italienne ».

Les membres du comité de rédaction de *La Nouvelle Critique* ne sont certes pas dupes de leur asservissement. Directement encadrée par une des sections du comité central, la section des intellectuels et de la culture, la revue (que l'auteur resitue dans l'espace des lieux de réflexion du PCF, auquel participent également des revues et magazines comme *La Pensée* ou *France nouvelle*) est en outre économiquement dépendante du Parti. Les indices d'une forte cohésion interne du groupe que constitue la revue (ragots, fêtes, vacances communes...), mais surtout les marques de distance et de défiance (spécialement sous forme de plaisanteries moqueuses) à l'égard de la direction indiquent que ce n'est pas dans une éventuelle « fausse conscience » qu'il faut rechercher les ressorts de l'obéissance. Celle-ci, avance F. Matonti, repose sur un certain nombre de mécanismes, parmi lesquels celui des *allégeances multiples* se révèle un des plus puissants. L'entrée de responsables de la revue au comité central permet en effet de garantir au Parti la préservation de son orthodoxie. De la sorte, le respect de la ligne ne leur est plus imposé d'en haut, puisque eux-mêmes participent à son élaboration et espèrent ainsi faire valoir leurs idées : « Si les intellectuels acceptent un double rapport à l'autorité – obéir et parfois faire obéir –, c'est aussi parce qu'ils se voient confier une fonction politique (certes limitée à penser les soubassements théoriques des stratégies ou à se faire les porte-parole de la ligne), en accord avec leurs propres croyances en une rénovation possible du communisme » (pp. 122-123). Outre le jeu des rétributions symboliques (« l'orthodoxie contre le contact avec la “grande politique”, p. 151), intégrer les intellectuels aux instances de direction, c'est aussi « s'assurer de leur “sûreté” ». Être au comité central, c'est en effet tenir un rôle et être tenu de le tenir, c'est-à-dire « faire en sorte que la revue assure la fonction qui lui est assignée » (p. 129), dans le même temps que cela contribue à, en quelque sorte, les compromettre à l'extérieur du Parti. La fidélité et l'obéissance sont ainsi garanties par le coût d'un engagement qui dévalue les capitaux (scolaires pour l'essentiel) antérieurement détenus : monter dans la hiérarchie du PCF implique en effet de « convertir l'ensemble de ses ressources

intellectuelles en dispositions politiques et à s'interdire par là même, en cas d'échec, le retour au monde intellectuel – c'est le cas par excellence de P. Juquin » (p. 158).

On devra prendre garde toutefois à ne pas prendre au pied de la lettre la métaphore économique d'une analyse en termes de rétributions et de coûts de l'engagement<sup>6</sup>. F. Matonti prend soin de rappeler, contre les lectures étroitement utilitaristes, que « le consentement à l'autorité ne repose pas exclusivement sur un calcul, conscient ou non<sup>7</sup> », mais que, comme l'a montré Max Weber, celui-ci repose « sur la croyance en la légitimité du détenteur de l'autorité », et ce « même si cette croyance est ambiguë et souvent mise à distance par la représentation illusoire des rapports entre intellectuels et direction sous la forme d'un face-à-face, manière de rester fidèle aux valeurs d'autonomie vis-à-vis du pouvoir temporel du champ intellectuel d'origine » (p. 159). Reste à comprendre, si l'obéissance n'est pas relative à une position dominée dans le champ intellectuel impliquant une dépendance à l'égard des ressources partisans, pourquoi celle-ci est acceptée par des intellectuels particulièrement titrés. Il est en effet remarquable que ce soient les mieux dotés en ressources intellectuelles légitimes qui apparaissent comme les plus disposés à se conformer avec docilité aux attentes du Parti. F. Matonti identifie les ressorts de cette disposition à l'« obéissance innocente » précisément dans leur façonnement par ces lieux de socialisation que sont les instances de consécration du système scolaire :

« Cette immédiateté au rôle, cette obéissance innocente, attendues de leur recruteur, tiennent très vraisemblablement à ce qu'il n'y a à proprement parler pas de hiatus technique entre leurs articles politiques et leurs apprentissages scolaires en khâgne, puis lors de la préparation de l'agrégation. Ceux-ci visent d'abord à la maîtrise de la dissertation et de la leçon, deux exercices qui supposent virtuosité rhétorique et capacités à articuler “élégamment” des problématiques, des régions du savoir et des auteurs apparemment étrangers les uns aux autres. [...] Or c'est bien le même type d'exercice que ces jeunes philosophes et en général les philosophes de parti sont appelés à réussir. C'est avec la même virtuosité rhétorique que, après avoir exposé Platon ou Aristote, ils traitent de Lénine ou Marx, avec la même autorité qu'ils peuvent traiter d'un sujet de leçon puis juger les théories ou trancher des déviations » (pp. 245-246).

Mais étudier l'obéissance politique, c'est aussi étudier ses ratés et les rébellions qui rompent avec elle. La situation de double contrainte dans laquelle s'est constamment trouvée placée *La Nouvelle Critique* – incarner l'ouverture intellectuelle tout en restant fidèle à une orthodoxie idéologique elle-même

évolutive au fil des revirements tactiques de la direction du PCF – comme la position de ses animateurs à l’intersection de champs intellectuel et politique aux exigences contraires, ne pouvaient que conduire à des tensions, diversement réglées selon les cas. L’ouverture intellectuelle et culturelle, qui doit afficher la rupture avec le jdanovisme ou le réalisme socialiste de la période précédente, conduit la revue à s’allier à la fin des années 1960 avec ceux qui, à l’extérieur du Parti, incarnent l’avant-garde (à l’image de *Tel quel*), et amène ses membres à se faire les « passeurs » de leurs idées nouvelles. Mais, ce faisant, les animateurs de *La Nouvelle Critique* donnent prise au soupçon d’hétérodoxie lorsque, en mettant « en relation des cultures jusque-là étrangères l’une à l’autre », ils « introduisent “en fraude” des concepts interdits et une critique plus ou moins dissimulée » (p. 164). La notion de *contrebande* permet alors de désigner la manière dont la revue diffuse des idées hétérodoxes voire contestataires sous une forme cryptée, mais néanmoins parfaitement identifiable et compréhensible par les initiés<sup>8</sup>.

Le cas de ce collaborateur singulier de *La Nouvelle Critique* qu’est Louis Althusser, auquel de nombreuses pages sont consacrées, est de ce point de vue particulièrement intéressant. Exerçant cette « discipline du couronnement » qu’est la philosophie, occupant une position des plus légitimes dans le champ académique et reconnu à l’extérieur du PCF, il n’en est pas moins fortement suspect aux yeux de la direction. Son voisinage avec le maoïsme à une époque où les relations sino-soviétiques sont des plus tendues, son inspiration structuraliste et son antihumanisme revendiqué, le dialogue qu’il engage avec la psychanalyse lacanienne ou encore la séduction qu’il exerce auprès de certains jeunes « gauchistes » hostiles au PCF tendent à le disqualifier au point que « toute prise de position à son égard peut être mesurée comme une mesure de l’orthodoxie de son auteur » (p. 207). Ses travaux n’en sont pas moins mobilisés à de multiples reprises pour le règlement de problèmes proprement politiques, tandis que lui-même tente vainement, par la défense de « l’idéal d’une théorie philosophique qui viendrait guider l’action politique » (p. 221), d’inverser le sens des rapports de domination entre champs intellectuel et politique.

La subordination politique de la revue sera au final la clé de sa disparition. Fondée sur « l’accord entre les stratégies de la fraction dominante du groupe dirigeant et les croyances de la rédaction » (p. 338), l’orthodoxie de *La Nouvelle Critique* se trouve prise en défaut lorsque sont renversés les rapports de force internes à la direction du Parti. C’est ce qui arrive à la fin des années 1970 lorsque la fraction dirigeante qui a initié le rapprochement avec le Parti socialiste se voit obligée de composer avec les partisans de la ligne unitaire. Partisane du Programme commun, *La Nouvelle Critique* fait alors l’objet d’une

tentative de reprise en main (sa direction est remplacée, son organigramme renouvelé, les « rappels à l’ordre » se multiplient). La direction ne peut pour autant empêcher la fronde, qui prend la forme de deux numéros résolument contestataires à l’égard de la nouvelle ligne du PCF et de la rupture du Programme commun. Prenant prétexte du déficit de la revue, la direction du Parti décide de la supprimer peu après.

*Intellectuels communistes* représente un remarquable apport à une réflexion sur le rôle politique des intellectuels, ses enjeux, ses contraintes et ses limites, et en tant que tel constitue un appui indispensable à une réflexivité sur la pratique intellectuelle et l’engagement. L’approche en termes de champs, politique et intellectuel, ayant chacun leurs exigences, logiques et enjeux propres, fournit pour cela un éclairage essentiel, dans le même temps qu’elle tient F. Matonti à l’écart de tout dérapage normatif. Identifier ce que les prises de position (politiques comme intellectuelles) des uns et des autres doit à leurs dispositions et à leur position dans ces deux champs permet en effet de rendre compte de leurs logiques et de leurs conditions de production sans avoir à porter de jugement sur leurs « motivations » et les croyances qui les fondent, ni sur la qualité ou la pertinence de leurs travaux. Réalisé à l’appui d’une documentation solide, l’ouvrage se signale précisément – cas rare dans la littérature consacrée au PCF – par son refus de prendre position dans les conflits qui ont opposé les protagonistes ni, plus généralement, de porter le moindre jugement sur l’engagement communiste. C’est dire, au final, combien nous paraissent vaines les critiques que, dans ce même numéro de *ContreTemps*, Lucien Sève adresse à *Intellectuels communistes*.

1 Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989.  
 2 *Ibid.*, p. 11.  
 3 Celui-ci prend le jdanovisme comme cas paradigmatique de la « loi générale » selon laquelle « les producteurs culturels sont d’autant plus enclins à se soumettre aux sollicitations des pouvoirs externes (qu’il s’agisse de l’État, des partis, des pouvoirs économiques ou, comme aujourd’hui, du journalisme) et à se servir des ressources importées de l’extérieur pour régler des conflits internes, qu’ils occupent des positions plus basses dans le champ et sont plus dépourvus de capital spécifique », « Le champ littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 89, 1991, p. 12.

4 Selon Bourdieu, c’est à l’occasion du « J’accuse » de Zola que « l’intellectuel se constitue comme tel en intervenant dans le champ politique au nom de l’autonomie et des valeurs spécifiques d’un champ de production culturelle parvenu à un haut degré d’indépendance à l’égard des pouvoirs », *Les Règles de l’art*, Paris, Seuil, 1992, p. 186 ; voir également Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels », 1880-1900*, Paris, Minuit, 1990.  
 5 F. Matonti appelle *bricolage* le travail proprement intellectuel de production d’un discours sur certaines théories ou courants (la psychanalyse, le structuralisme...) « qui ne viendrait pas menacer les fondements mêmes de la pensée marxiste » (p. 267).

- 6 Une cause fréquente d'incompréhension des analyses sociologiques tient à ce que des lectures superficielles font prendre au pied de la lettre ce qui relève d'un usage *métaphorique* de notions empruntées à d'autres jeux de langage, comme, dans le cas présent, ceux de l'économie (rétribution, intérêt...) ou de la religion (croyance). Sur cette question qui relève de l'épistémologie sociologique, voir Jean-Claude Passeron, « L'inflation des diplômes. Remarques sur l'usage de quelques concepts analogiques en sociologie », *Revue française de sociologie*, XXIII, 1982, et Bernard Lahire, *L'Esprit sociologique*, Paris, La Découverte, 2005, chap. 3 : « Sociologie et analogie ».
- 7 On rappellera que le concept d'*illusio*, comme fait d'être intéressé par les enjeux spécifiques que propose un jeu social (politique ou intellectuel) mais aussi de trouver intéressant ce jeu (au sens de non indifférent), a été élaboré par Bourdieu afin d'éviter toute lecture utilitariste, cf. *Les Règles de l'art*, op. cit., p. 316 et suiv.
- 8 F. Matonti souligne qu'il n'est pas anodin que ce soit précisément un communiste, Aragon, qui ait développé pendant l'Occupation l'idée d'une littérature de contrebande, sur le modèle du genre médiéval du *Trobar clous* qui « permettait aux poètes de chanter leur Dame en présence même de leur seigneur » (cité p. 14).

## Recensions critiques

Frédérique Matonti (dir.),  
*La Démobilisation politique*,  
 Paris, La Dispute, 2005, 252 p.

Le projet de cet ouvrage, explique Frédérique Matonti dans l'introduction, est né au lendemain du 21 avril 2002 d'une réaction non pas tant devant le résultat du vote que devant les commentaires qu'en ont fait certains journalistes ou politologues. Ceux-ci unifiaient outrageusement sous le même label de « populisme protestataire » aussi bien l'abstention que les votes d'extrême gauche, d'extrême droite, blancs ou nuls. Dans leur ligne de mire, les classes populaires, décrites comme foncièrement intolérantes et repliées dans une attitude de refus de la modernité. L'ouvrage prend le contre-pied de ces commentaires à chaud, aussi péremptoirs que fragiles (mais reproduits à l'identique au lendemain du 29 mai), pour présenter une série d'analyses sociologiques rigoureusement construites. Crise de représentativité des institutions de la V<sup>e</sup> République, crise de légitimité des partis de gouvernement de gauche comme de droite, logiques et contraintes d'un journalisme politique dédaigneux des enjeux concrets du gouvernement de la cité, mépris croissant des « élites » politiques et médiatiques à l'égard des classes populaires... sont ainsi resitués dans leur contexte d'émergence et de pérennisation, tandis que sont proposées des pistes de compréhension des logiques extrêmement complexes de production des votes (ceux des chômeurs, spécialement). Appuyé sur une série d'enquêtes de terrain et sur des cadres d'analyse solides, l'ouvrage s'impose comme un apport considérable à la compréhension des transformations actuelles des comportements politiques en France.

Lilian Mathieu

Annie Collovald,  
*Le « populisme du FN », un dangereux contresens*,  
 Broissieux, Éditions du Croquant, 2004, 253 p.

C'est un livre salutaire qu'a écrit Annie Collovald. L'auteure montre en effet, par une étude rigoureuse de sa genèse et de ses usages, combien la catégorie de « populisme » est inapte à rendre compte des succès électoraux de l'ex-